

La Banque mondiale et les révoltes arabes

Quelle est la responsabilité de la Banque mondiale et des autres institutions financières internationales dans la constitution du terreau néolibéral explosif qui a suscité la colère populaire de janvier dernier dans de nombreux pays arabes ? Aucune, clament-elles haut et fort. Dans une récente évaluation de la situation et des enseignements d'expériences qu'elle n'a jamais cessé d'applaudir^(*), la Banque mondiale espère s'en sortir à bon compte en se réjouissant de ce que les économistes ne parlent plus de «déficits budgétaires» et autres «besoins de financement» mais de «gouvernance», de «transparence» et de «responsabilité».

Elle confère à ces éléments nouveaux une fonction de «lien entre le citoyen et l'Etat dans un contrat social capable d'apporter "la sécurité, la justice et des emplois"». Ce faisant, elle reprend, mot pour mot, son président, Robert B. Zoellick, qui évoquait dans un discours prononcé le 6 avril dernier «un nouveau contrat social pour le développement» au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Quelle signification concrète peuvent prendre ces nouveaux «matériaux» érigés en nouveau sésame du développement ?

En matière de «gouvernance», la Banque mondiale déclare vouloir s'engager aux côtés des révolutions arabes «afin de les soutenir, pour autant qu'ils souhaitent et accueillent favorablement son aide dans leur transition vers un nouveau régime».

Une telle disponibilité s'est traduite, entre autres, par un prêt de 500 millions de dollars à la Tunisie. Cela ne semble pas suffisant pour rassurer : «L'issue est encore incertaine mais il reste que des millions de citoyens ont exprimé l'espoir que les nouveaux gouvernements soient à leur écoute et soient tenus de leur rendre compte de leurs actions ; que la voix des gens ordinaires soit entendue là où les anciens dirigeants faisaient la sourde oreille», souligne la Banque mondiale.

Celle-ci attend des révolutions arabes qu'elles accompagnent les changements politiques «par la mise en place d'institutions économiques fortes et réformées (...) ouvrant la voie à la croissance et aux débouchés économiques. Une réforme des institutions qui permet aux populations de surveiller et évaluer

les actes de leurs élus peut pousser les dirigeants à prendre conscience de la contrainte qu'impose sur leurs actions le regard des citoyens. Sans le contrôle des populations, les nouveaux dirigeants reproduiront les actes de leurs prédécesseurs».

Le mal ciblé ici est l'absence de légitimité, d'Etat de droit, de responsabilité politique, de contrôle, de contre-pouvoirs dans nos mœurs : «Finalement, le manque de responsabilité des anciens dirigeants et l'opacité et l'arbitraire qui régnaient dans l'application des principes de l'Etat de droit ont érodé les fondations de l'Etat et les conditions d'une pratique saine des affaires.»

Toujours en matière de «bonne gouvernance», il lui est attaché un élément dit «fondamental» : la gestion et la liberté de l'information, soit le droit pour tous les citoyens d'accéder à l'information de manière égale. Peine perdue, y compris aujourd'hui encore, lorsqu'on voit l'état de délabrement de l'appareil médiatique. Une telle carence se paie au prix fort : «Les hommes politiques, quand ils ne sont pas tenus de rendre des comptes, sont tentés d'utiliser les deniers de l'Etat et de manipuler les politiques publiques à leur profit et au profit de leurs familles et de leurs proches. Plus cette pratique se développe et le cercle s'élargit et plus ce comportement s'enracine, appelant une gestion plus poussée de la corruption. Mais si, grâce à des processus de surveillance et d'évaluation, le voile est levé sur les actions des dirigeants, vous verrez que leurs motivations changeront et qu'elles s'aligneront davantage sur les besoins des citoyens. Dès lors que les citoyens sont informés de la façon dont les fonds publics sont dépensés et qu'ils peuvent mesurer l'efficacité des services auxquels ils devraient avoir accès comme la santé, l'éducation ou l'infrastructure publique, ils peuvent demander des comptes à leurs élus. Et ceci est particulièrement vrai pour les couches les plus pauvres de la population, qui dépendent davantage des services publics.»

La Banque mondiale rappelle avoir «lentement mais inexorablement» mis en garde les conséquences économiques de ce système de gouvernance en dépoussiérant pour l'occasion un rapport de 2009 intitulé : «Des privilèges à la concurrence».

«Les dirigeants d'alors ne l'ont guère

accueilli favorablement et sa couverture médiatique a été limitée. Bien sûr, avec le recul, la Banque se demande aujourd'hui si elle n'aurait pas dû se montrer plus offensive. Ce rapport fâcheux décrivait des secteurs privés rachitiques et des économies et marchés peu diversifiés, que dominaient des groupes protégés et privilégiés sans grande productivité et peu motivés à innover. C'étaient des secteurs privés incapables d'offrir des emplois à une population active jeune et instruite de plus en plus nombreuse.»

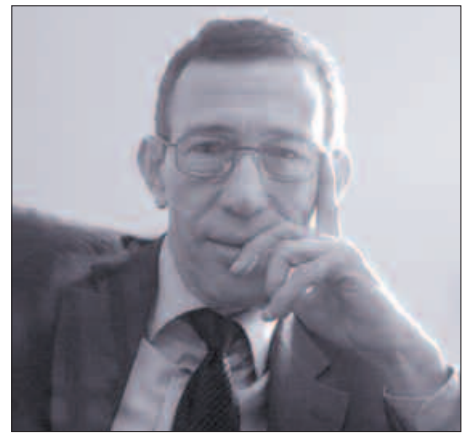
Le document en question date de novembre 2009, il est intitulé : From Privilege to Competition : Unlocking Private-Led Growth in the Middle-East and North Africa (Des privilèges à la concurrence : renforcer la croissance par le développement du secteur privé dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord).

Il y était écrit : «Pour améliorer la performance du secteur privé, les pays de la région Mena sont appelés à réduire les pratiques arbitraires et discrétionnaires qui affaiblissent l'environnement des affaires, afin d'encourager l'entrepreneuriat, l'investissement et la concurrence.»

Il ne suffisait pas que plus de 80% de la valeur ajoutée, hors secteurs des mines et des hydrocarbures, soit produite par des entreprises privées. Aussi, fallait-il élargir l'impact des réformes dans la région Mena par davantage d'équité et de prévisibilité dans leur mise en œuvre. Près de 60% des investisseurs considéreraient alors que les réglementations sont appliquées de manière incohérente et imprévisible.

Les pays de la région doivent s'engager à rendre l'environnement d'affaires plus équitable afin d'encourager plus d'entrepreneurs à investir. Le rapport suggère qu'un tel engagement ne peut être crédible que si les réformes mises en œuvre réduisent les situations de rente, réduisent le pouvoir discrétionnaire dans les administrations et engagent un secteur privé mieux représenté dans la conception et surtout l'évaluation des politiques économiques. Le rapport propose ainsi une stratégie à trois piliers pour poser les bases solides d'une croissance à long terme :

- la réduction des barrières formelles et informelles qui limitent la concurrence, ainsi que des situations de rentes et



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

celles de conflits d'intérêt entre responsables publics et investisseurs privés ;

- le renforcement des institutions chargées de mettre en œuvre les réformes, la régulation des marchés (tiens ! tiens !) et l'interaction avec les entreprises, dans le but avoué de réduire les immixtions et les pratiques discrétionnaires et arbitraires dans l'application des réglementations ;

- l'instauration d'un nouveau partenariat entre le secteur privé et les gouvernements, afin que tous les acteurs soient davantage impliqués dans la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques. A ce titre, il est estimé que «seul un partenariat étroit pourra asseoir un consensus autour des réformes et renforcera leur crédibilité et leur efficacité. Un dialogue plus large et plus ouvert permettra également de limiter l'influence d'intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général».

La Banque mondiale incrimine ainsi les maladies qu'elle a eu à traiter — ou au mieux leur reproche de n'avoir pas scrupuleusement suivi ses remèdes — pour ravir au débat public sa responsabilité et la qualité des traitements qu'elle leur a prodigués en accompagnement structurel des mesures immédiates d'ajustement de son frère jumeau le Fonds monétaire international.

A. B.

(*) <http://web.worldbank.org/>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



La moutarde est particulièrement forte en ce moment !

Après Alliot-Marie, après Raffarin, après Lelouche, c'est autour de Copé de débarquer à Alger. Quand...

...y en a qu'un, ça va ! C'est quand ils viennent l'un après l'autre que...

Ils ont disparu ! Si ! Si ! Je vous assure ! Vérifiez ! Ils ont bel et bien disparu. Pas d'un coup, pas en une nuit, bien sûr. Mais le fait est là, ils ont disparu. On ne les croise plus, et ça fait tout de même drôle. Alors qu'il y a quelques mois, ils étaient là, en nombre. Souvenez-vous : Flen, chef de l'entreprise Flania se payait une page entière d'un journal à gros tirage, avec sa photo et celle d'Abdekka en pieds. Et en texte d'accompagnement, des machins du genre : «Moi, Flen ben Flen, patron de la charika flania obtenue grâce à Dieu et à la gouvernance avisée de son excellence le président de la République tient à lui apporter aujourd'hui mon soutien plein et entier dans sa magnifique œuvre civilisatrice de l'Algérie et des générations montantes. Vive l'Algérie ! Vive Bouteflika !» A la réflexion, je me demande si Flen n'inversait pas l'ordre des priorités entre le pays et le châtelain. T'avais aussi les hauts responsables, les notables et autres barons sans couronne, mais avec les poches pleines qui s'offraient également les pages de soutien, avec là aussi accolées, à grandeur égale, leur photo et celle du guide suprême. A la

longue, ça en devenait risible d'obséquiosité rampante et visqueuse. Eh ben, tout ça, tout ce manège de clowns énamourés a disparu. On l'aurait dit comme englouti dans un triangle des Bermudes que les caprices d'un géographe fou auraient déplacé chez nous, en Méditerranée. Mais alors, commençasse ? Quel est ce processus étrange qui a fait disparaître ces pages d'amour enflammé pour Boutef ? S'agit-il d'une épidémie d'un genre nouveau, n'ayant aucun rapport ni avec les concombres ni avec les graines germées de soja et qui aurait décimé le capital amour de nos gugusses pour leur Président ? Ou alors, plus simplement, la disparition de ces fans-clubs serait juste due à la crise et aux difficultés financières que traverse l'Algérie ? Je ne sais pas ! Ce que je sais, par contre, c'est que ces «annonceurs» particuliers sont peut-être des baggaras, pour beaucoup, des rois ringardisés de la Bridja et de Aïn Türk, mais il faut tout de même leur reconnaître une qualité. Leur flair. Ils sentent les choses, ces truffes ! Ils captent les ondes, bonnes ou mauvaises. Et dès que leur pif se prend une montée douloureuse de moutarde, ils savent immédiatement qu'il leur faut arrêter leur cirque, leurs pages de soutien cousues de fil blanc. Et en ce moment, faut croire que la moutarde est particulièrement forte ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.